

NOTE DE SYNTHÈSE

Présentation des résultats de la consultation « Jeunes pour un monde solidaire »

Le contexte de la consultation :

Dans le cadre d'un groupe de travail mené au sein du Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale (CNDSI) et intitulé « Participation des jeunes à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de développement et de solidarité internationale de la France », le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a lancé la consultation numérique « **Jeunes pour un monde solidaire** » pour recueillir l'opinion des jeunes – de France et des pays éligibles à l'aide publique au développement - de 15 à 35 ans, leurs idées, attentes et propositions. Cette consultation aide à nourrir la réflexion et à donner des pistes de réflexion quant à la nécessité exprimée durant ces travaux d'inclure les jeunes dans la construction des programmes de coopération et des politiques publiques et s'inscrit en complément des réflexions du groupe de travail.

Les chiffres de la participation :

2 296 participants et participantes issus de 89 pays (dont 47% de France) et d'une moyenne d'âge de 25 ans se sont exprimés dans le cadre de la consultation qui a permis de récolter 15 500 verbatims. Parmi les répondants et répondantes, 55% sont des femmes, 43% des hommes, 1% sont non-binaires, et 2% ne se sont pas prononcés. Avec une moyenne de 25 ans, les répondantes et répondants sont majoritairement issus des grands centres urbains (53%) et sont caractérisés par un haut niveau de diplôme dans l'enseignement supérieur (73%) : 43% sont titulaires d'un niveau Master et 30% d'un niveau licence. Au-delà de ce constat, la consultation « Jeunes pour un monde solidaire » a permis d'interroger des individus issus de villes moyennes, voire des campagnes, un chiffre ayant d'ailleurs augmenté tout au long de la démarche.

Les grands enseignements de la consultation :

1. Les jeunes témoignent de leur inquiétude vis-à-vis de la situation internationale, alors que de nombreux sujets mobilisent l'attention tels que le réchauffement climatique, les différentes inégalités, les urgences humanitaires, mais également la montée des extrêmes et l'augmentation des discriminations liées au genre. Ils évoquent également leur sentiment d'illégitimité pour agir, malgré des attentes fortes vis-à-vis des acteurs de la solidarité internationale. Enfin, si les jeunes plébiscitent l'ouverture culturelle et intellectuelle et les rencontres comme moteur de leur engagement et de leur participation, la consultation met cependant en lumière des contributions regrettant l'individualisme et le manque de volonté des jeunes pour agir.
2. La consultation souligne l'importance du rôle joué par les écosystèmes politiques et institutionnels, perçus comme des freins à l'engagement. Les jeunes regrettent d'être peu associés aux espaces de concertation et de prise de décision et évoquent la faible valorisation de leur engagement. Cette mise à l'écart constitue une source de défiance vis-à-vis du politique qui s'exprime très fortement (plus d'un tiers des réponses sur les

freins à l'engagement) : les jeunes se méfient de l'écosystème politique, et craignent parfois les répercussions politiques et symboliques qui pourraient faire suite à leur engagement. Certains participants et participantes critiquent également la conception « occidentale » de la solidarité internationale, le manque d'impact des actions menées, et déplorent les phénomènes de volontourisme.

3. Le milieu de la solidarité reste perçu comme peu accessible et difficile à appréhender. En effet, les jeunes affirment avoir besoin d'être mieux aiguillés et accompagnés pour entamer un engagement et une participation, mais aussi d'être mieux informés et de recevoir une information ciblée, cohérente, et incarnée par des jeunes. De plus, les jeunes regrettent la nécessité de disposer d'un réseau social fort et d'une situation financière stable.
4. Les jeunes font état de difficultés structurelles pour s'engager. Nombreux sont ceux soulignant le manque de temps, voire de connaissances et compétences clés pour s'engager. À ce titre, ils évoquent le besoin d'être davantage sensibilisés, mais affirment pour beaucoup être contraints par des situations de précarité financière limitant de fait les possibilités de s'engager. Les femmes soulignent davantage ces freins que les hommes (31% contre 22%).

Les attentes exprimées par les jeunes lors de la consultation :

- **Améliorer l'information et la communication** : Communiquer sur les acteurs auprès desquels s'engager, sur les différentes manières de s'engager, et promouvoir une communication incarnée par des jeunes, affichant l'impact concret des missions, et diffusée dans l'ensemble des espaces susceptibles d'atteindre les jeunes dans leur diversité.
- **Démontrer et promouvoir l'impact de la solidarité internationale** : Prouver que les actions en matière de solidarité internationale permettent d'adresser de manière utile et pertinente les grands défis, qu'ils soient mondiaux ou locaux, afin de répondre à l'aspiration des jeunes d'avoir de l'impact tout en leur donnant envie de s'engager.
- **Veiller à l'adéquation des actions menées sur le terrain avec la réalité du besoin** : Au-delà de la communication, surveiller concrètement les dérives liées aux actions de solidarité sans réel impact et veiller parallèlement à impliquer et à travailler en étroite collaboration avec les communautés locales dans les programmes de solidarité internationale.
- **Valoriser concrètement l'engagement et la participation, notamment dans le monde professionnel** : Face au sentiment de dévalorisation exprimé, reconnaître concrètement l'acquisition de compétences professionnelles tangibles, utiles dans la future vie professionnelle des jeunes, et ce, quel que soit le milieu professionnel.
- **Reconnaître le droit des jeunes, dans toute leur diversité, à participer et favoriser cette participation** : Alors que le sentiment de défiance politique est exacerbé, encourager et offrir une place de choix pour les jeunes, dans toute leur diversité, au sein des instances de décisions, tant au niveau politique (international, national et local) qu'au sein des organisations œuvrant dans le secteur de la solidarité internationale.

- **Faire le lien entre éducation, engagement et participation** : Alors que l'engagement n'est pas chose aisée et demande de sortir de sa zone de confort, structurer une offre éducative en la matière plus importante, notamment au niveau des programmes scolaires, afin de sensibiliser plus largement et encourager chacun et chacune à s'engager.
- **Libérer du temps pour s'engager et participer** : Les jeunes ayant désigné le manque de temps comme frein important pour leur engagement, la libération d'un temps, notamment sur les périodes scolaires ou sur le temps de travail, pour pouvoir s'engager est une idée forte ayant été évoquée.
- **Veiller à l'accessibilité de la solidarité internationale** : Pour démocratiser l'engagement et offrir des opportunités à chacun et chacune, veiller à l'accessibilité du secteur, dans ses différents aspects, à tous les jeunes et lutter contre les éventuels plafonds de verres, notamment liés aux niveaux de diplôme ou au lieu de résidence (ex des DROM COM).
- **Créer un environnement favorable à l'engagement et à la participation des jeunes, notamment celles des filles et des jeunes femmes** : Soutenir financièrement, à travers un cadre légal et politique, et par un accompagnement spécifique et adapté les jeunes, notamment celles et ceux subissant diverses discriminations et/ou se trouvant dans des situations de précarité socio-économiques.